

Budget Supplémentaire 2024. Budget général

Intervention de Fatiha Aggoune
Présidente du groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président, Cher·es collègues,

Comme pour les documents d'Orientations Budgétaires puis ceux du Budget Primitif, **nous adressons nos remerciements aux agents du Département** pour leur travail et leur engagement sur ce Budget Supplémentaire.

Nous arrivons bientôt au terme d'**une année budgétaire très difficile pour le Département.**

Et alors que le budget 2025 de la Nation entre en discussion au Parlement, **nous pouvons malheureusement craindre le pire pour l'année prochaine.**

Après sept années de présidence Macron au service des ultra-riches, **l'État et ses services publics sont exsangues.** Ce qu'on nous présente comme un « dérapage » des comptes publics n'en est pas un.

C'est le résultat d'une politique minutieusement mise en œuvre, d'exonérations en crédits d'impôts, d'aides publiques en « optimisation » fiscale, pour **faire passer l'argent public dans des poches privées, celles des grandes fortunes et des multinationales !**

À la faveur de la crise Covid, les grands pétroliers, les grands armateurs, les *hedge funds* se sont considérablement enrichis. Le peuple français, lui, s'est appauvri et ses services publics sont à terre.

En présentant son projet de budget 2025, le gouvernement Barnier se situe dans la droite ligne de cet héritage. C'est en fait sa mission fondamentale : maintenir à tout prix les politiques pro-riches, en faisant suffisamment les yeux doux à Mme Le Pen pour obtenir son soutien sans participation.

Mais me direz-vous (car ne nous cachons pas, vous soutenez ce gouvernement) : **y a-t-il une alternative aux violentes coupes de 60 milliards d'euros** que prévoit M. Barnier ?

C'est justement ce que vient de démontrer le Nouveau Front populaire, en portant **un plan de justice fiscale qui ferait rentrer 50 milliards** dans les caisses de l'État !

Ce sont des mesures simples, de bon sens social et écologique

- Impôt sur la fortune climatique (ex ISF) : +15 milliards
- Arrêt de la gabegie sur les exonérations de cotisations au-delà de 2 fois le Smic : +8 milliards

Taxation des super-héritages : +7 milliards

Taxation des superprofits et superdividendes : +5 milliards

- Stopper l'exonération du kérosène sur les vols intérieurs, et étendre la taxe billet aux jets privés : +1,5 milliard

Voilà **des mesures à même de rétablir les comptes publics** dans ce pays, en même temps que la décence sociale et la justice fiscale !

Voilà qui permettrait d'éviter une nouvelle cure d'austérité ultra-violente pour les services publics, dont 5 milliards pour les collectivités territoriales (2% de leur budget !)

Il est scandaleux que les collectivités aient été pointées du doigt. Elles ne contribuent que marginalement au déficit, et leur dette, par définition, ne peut être qu'une dette d'investissement ! **Toucher au budget des collectivités, c'est en réalité comprimer l'investissement public, et donc ralentir tout un pan de l'activité économique.** C'est un cercle vicieux.

Chers collègues de la majorité, vous avez pris connaissance comme nous des **mesures envisagées concernant les 450 plus grandes collectivités du pays**, dont notre Département fait partie. Pouvez-vous accepter cela ?

Non content de nous avoir retiré toute ressource fiscale pérenne et pilotable, non content des 2 milliards de dette liée à la sous-compensation des allocations de solidarité, **l'État imposerait donc au Val-de-Marne le prélèvement de 30,8 millions d'euros sur son prochain budget ?**

Au vu de notre situation budgétaire, **il est anormal que le Val-de-Marne n'ait pas été intégré dans la liste des départements dits « sensibles »**, exonérés de cette disposition scandaleuse !

Et ça ne s'arrête pas là, puisque le PLF initial prévoit aussi d'économiser **800 millions d'euros sur le Fonds de Compensation de la TVA**. Quant à la DGF, on nous parle d'un montant « stable »... ce qui veut dire, selon le Comité des Finances Locales, -3,5 milliards d'€ en raison de l'inflation !

M. le Président, ces derniers mois vous formiez le vœu que nous puissions être entendus concernant la situation des départements. Vous avez appuyé la création d'une Association des Départements d'Île-de-France pour porter des revendications en parallèle de l'ADF. **Cette stratégie ne semble pas avoir été payante, puisqu'à ce stade aucune réponse n'est apportée à la crise des départements.** Vos amis sont pourtant au gouvernement.

Pour notre part nous ne désespérons pas, même si cette surdité de l'État devient inquiétante. Nous proposons lors de cette séance **un vœu relatif à l'autonomie et aux recettes fiscales des départements** ; nous espérons qu'il pourra être adopté à l'unanimité.

Au-delà de l'enjeu d'un nouveau modèle fiscal pour les départements, nous rappelons **deux propositions portées à plusieurs reprises par l'exécutif de gauche précédent** :

- 1) **Déplafonner les DMTO** pour les transactions de plus d'1 M€
- 2) **Recentraliser le versement du RSA** pour mettre un coup d'arrêt à 20 ans de sous-compensation et permettre de renforcer les moyens départementaux pour l'insertion.

Ayant brossé le cadre général, budgétaire et fiscal, dans lequel s'inscrivent nos débats du jour, **j'en viens à présent au Budget Supplémentaire soumis à notre approbation.**

Plus qu'un ajustement du BP 2024, **ce document constitue quasiment un nouveau budget.** Et pour cause ! L'ampleur des modifications inscrites valide toutes nos alertes sur le BP.

Vous n'en aviez tenu aucun compte, d'abord concernant les recettes. **Voici ce que nous vous disions alors.** Je cite : « *le recul prévu des DMTO, 9 millions par rapport au CAA 2023, semble très faible. Les taux d'emprunt restent très élevés, le nombre de transactions est toujours au plus bas et la baisse des prix de l'immobilier encore limitée. Rien ne laisse présager un retournement de conjoncture d'ici à la fin de l'année.* »

Vous inscrivez désormais les DMTO en baisse de 40 millions. CQFD ! **Pourquoi avez-vous fait vivre le Département pendant sept mois sur la base d'un budget fictif, insincère,** en attendant octobre pour inscrire ce que, dans les grandes masses, vous pouviez tout à fait anticiper ?

Nous subissons aussi la **baisse des recettes de TVA** pour -9,52 M€... Un manque à gagner à peine compensé par les recettes supplémentaires de la péréquation DMTO et de la TSCA.

Sur les dépenses, vous devez là aussi revoir massivement les inscriptions, en particulier sur **le personnel départemental (+19,58 M€).**

D'après les éléments fournis en réponse à nos questions en 1^{ère} Commission, **il s'agit notamment de l'effet de 150 postes pourvus**, dans les crèches, les collèges, l'ASE et les PMI. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Vous procédez en revanche à **de très faibles inscriptions nouvelles sur l'aide sociale aux personnes âgées et personnes en situation de handicap**. Cela ne vient pas rattraper la diminution de 12 M€ inscrite au BP, que nous avons alors pointée du doigt comme insincère. Nous craignons **des rattachements importants à l'exercice suivant**, ce qui risque de grever le BP 2025.

Quant à la baisse sur les dépenses de RSA, elle reflète à la fois des parcours de retours à l'emploi (150 sur 4 mois), ce que nous ne pouvons que saluer, mais aussi des radiations (200 sur 2024)... et la non-consommation des crédits d'insertion. **Le « retard » dans la mise en place de votre politique d'insertion devient une sorte d'Arlésienne en Val-de-Marne.**

Enfin, **vous actez dans ce Budget Supplémentaire les coupes sombres décidées en cours d'année à bas bruit**, parfois sans aucun vote de l'assemblée départementale : « pause », comme vous dites, des Appels à Projets pour 950 000 €, et bien sûr, quasi-suppression de l'aide à la carte Imagine'R pour 6,8 M€.

Au terme de 3 ans et demi de gestion à droite du Département, vous offrez donc **votre « cadeau de mi-mandat » : la suppression de dispositifs historiques dont bénéficiaient tous les Val-de-Marnais-es.** Nous ne pouvons l'accepter.

Alors même après tout cela, le BS affiche toujours **une épargne nette légèrement positive, à +1,7 million d'euros.** Cela est **malheureusement une illusion,** en raison des dépenses toujours sous-évaluées que j'évoquais à l'instant.

L'autofinancement diminue encore, et **le recours à l'emprunt risque d'être essentiellement mobilisé pour assurer l'équilibre final du Budget.**

Conséquence de tout cela, **les dépenses d'investissement sont drastiquement réduites : -38 M€ hors reports !** Les collèges, la voirie et les transports sont les premiers à en pâtir... tout comme le logement social, amputé de 3 M€ en AP.

Au vu des sombres perspectives liées à la politique gouvernementale, il est à craindre que ce ralentissement de l'investissement ne mette le moteur à plat.

M. le Président, **l'assemblée départementale mérite d'être informée des intentions de l'exécutif concernant les opérations programmées, en particulier pour les collèges.** Qu'en sera-t-il à Choisy-le-Roi, Ormesson, ou Orly ?

En conclusion, trois remarques :

1) **le nouveau Gouvernement piloté par LR**, par votre parti politique M. le président, **ne semble sensible d'aucune façon aux difficultés des départements**, et s'apprête à nous imposer de nouveaux sacrifices.

2) **Votre Budget Supplémentaire valide entièrement notre appréciation d'insincérité sur le Budget Primitif**. Des sous-estimations de dépenses demeurent, cela ne sera pas sans poser problème sur la fin d'année et pour 2025.

3) Enfin **le BS acte votre plan d'austérité pour le Val-de-Marne**, un plan qui s'attaque violemment aux associations, aux partenaires de notre collectivité, mais aussi au pouvoir d'achat des Val-de-Marnais-es, via la suppression d'aides universelles dont ils pouvaient jusqu'ici bénéficier.

En ce sens et dans la lignée de notre vote sur le Budget Primitif, nous voterons contre votre Budget Supplémentaire.

Je vous remercie.